



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU RHONE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le

16 OCT. 2018

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement
SPEI/DR

ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE

*Le Préfet de la Zone de Défense et de
Sécurité Sud-Est
Préfet de la Région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfet du Rhône*

VU le code de l'environnement, notamment l'article L 171-8 ;

VU l'arrêté préfectoral du 1er juillet 1996 régissant le fonctionnement des activités de la société Sylvania Lighting France (SLI FRANCE) dans son établissement situé 22, rue Berjon à LYON 9ème ;

VU l'arrêté préfectoral du 27 juin 2006 imposant des prescriptions complémentaires à la société SLI FRANCE suite à la cessation de ses activités dans ses installations de LYON 9ème ;

VU le courrier adressé à l'exploitant le 11 mai 2018 dans le respect des dispositions de l'article L 514-5 du code de l'environnement ;

VU le rapport du 16 août 2018 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

CONSIDERANT que l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2006 susvisé prescrit à l'exploitant une surveillance des eaux souterraines (point 3.2.2) et la transmission des résultats de cette surveillance à l'inspection (point 3.4) ;

CONSIDERANT que, dans son rapport du 11 mai 2018 susvisé, l'inspection des installations classées mentionne n'avoir jamais reçu les résultats de la surveillance des eaux souterraines et ignore si elle a été ou est encore réalisée ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement ;

.../...

SUR la proposition du préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1er : La société Sylvania Lighting France, dont le siège social se situe 1, avenue du Général de Gaulle - 92230 GENNEVILLIERS, est mise en demeure de respecter les dispositions des points 3.2.2 et 3.4 de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2006 susvisé, dans un délai de **deux mois** à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 : Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

ARTICLE 3 : Délai et voie de recours (articles L 171-11 et L.514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lyon :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

ARTICLE 4 : Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, la directrice départementale de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de LYON 9ème,
- à l'exploitant.

Lyon, le **16 OCT. 2018**

Le Préfet,
Pour le préfet,
Le sous-préfet,
Secrétaire général adjoint,

Clément VIVIS